

9/14/2021 Myanmar

8/26/2023 Gabon

023 Suriname

3/9/2023 Ukraine

2/26/2022 Russia

4/23/2023 Sudan

10/20/2021 Turkmenistan

5/3/2023 India

10/26/2023 Pales

DIMINUTION DE LA DEMOCRATIE, AUGMENTATION DE LA VIOLENCE

LES COUPURES D'INTERNET EN 2023

#KeepItOn



Ce qui suit est un extrait traduit du rapport #KeepItOn sur les coupures d'internet en 2023, disponible dans son intégralité à l'adresse <https://www.accessnow.org/keepiton-2023-report>

La campagne #KeepItOn unit et organise des organisations et des efforts mondiaux pour mettre fin aux coupures d'internet. La campagne a été lancée par une coalition d'environ 70 organisations en 2016 lors de la conférence, RightsCon, dans la Silicon Valley. Depuis, le nombre de membres de la coalition a augmenté rapidement pour atteindre plus de 334 membres de 106 pays à travers le monde, allant de la société civile, des groupes de défense des droits et de plaidoyer, aux centres de recherche, aux réseaux de détection, aux fondations et aux organisations médiatiques.

Ce rapport est une publication d'Access Now pour la coalition #KeepItOn, et a été rédigé par Zach Rosson, Felicia Anthonio et Carolyn Tackett en collaboration avec l'équipe d'Access Now.

Les auteurs tiennent à remercier tout particulièrement Donna Wentworth, Ángela Alarcón, Bridget Andere, Golda Benjamin, Raman Jit Singh Chima, Giulio Coppi, Marwa Fatafta, Osei Manu Kagyah, Natalia Krapiva, Jaimee Kokonya, Namrata Maheshwari, Peter Micek, Kassem Mnejja, Wai Phyo Myint, Shruti Narayan, Laura O'Brien, Naro Omo-Osagie, Gaspar Pisanu, Prateek, Alexia Skok, Vakau, Aymen Zaghdoudi et Anastasiya Zhyrmont pour leurs contributions. Nous souhaitons également remercier Advocacy Assembly Shutdown Academy, Athan, Cloudflare, Digitally Right, Internet Outage Detection and Analysis (IODA), Kentik, Miaan Group, Myanmar Internet Project, Open Observatory of Network Interference (OONI), Software Freedom Law Centre India (SFLC.in), et d'autres membres de la coalition #KeepItOn pour avoir fourni des renseignements et des idées

Conception et visualisation des données par Loren Giordano et Sage

Une note sur nos données

Ce rapport #KeepItOn examine les incidents de coupures d'internet documentés par Access Now et la coalition #KeepItOn en 2023. Bien que nous essayons de construire une base de données complète, nos données reposent sur des mesures techniques ainsi que sur des informations contextuelles, telles que des reportages ou des comptes personnels. Les contraintes de notre méthodologie signifient qu'il peut y avoir des cas de coupures d'internet qui n'aient pas été signalés, et les chiffres sont susceptibles de changer si et quand de nouvelles informations deviennent disponibles après la publication. En 2023, nous avons obtenu de nouvelles informations sur les coupures des années précédentes que nous avons ajoutées rétrospectivement à l'ensemble de données. Vous pouvez consulter ces changements dans notre ensemble de données STOP ici : <https://accessnow.org/keepiton-data>. Toutes les données ci-dessous reflètent les informations les plus récentes à la date de publication.

Vous pouvez visiter <https://accessnow.org/keepiton-data-methodology> afin d'obtenir les dernières informations sur notre méthodologie, les questions les plus fréquemment

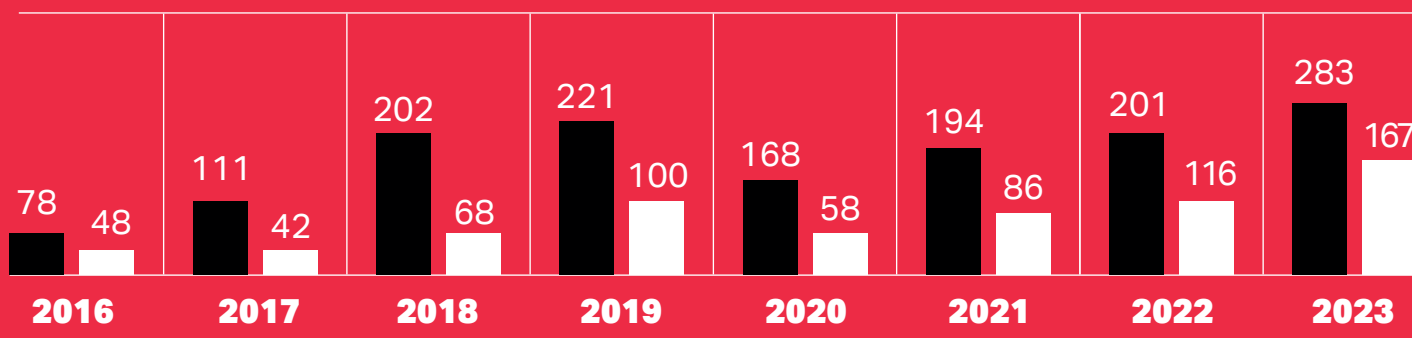


I. Les coupures d'internet en 2023 : un aperçu mondial

Aperçu des données pour l'année 2023

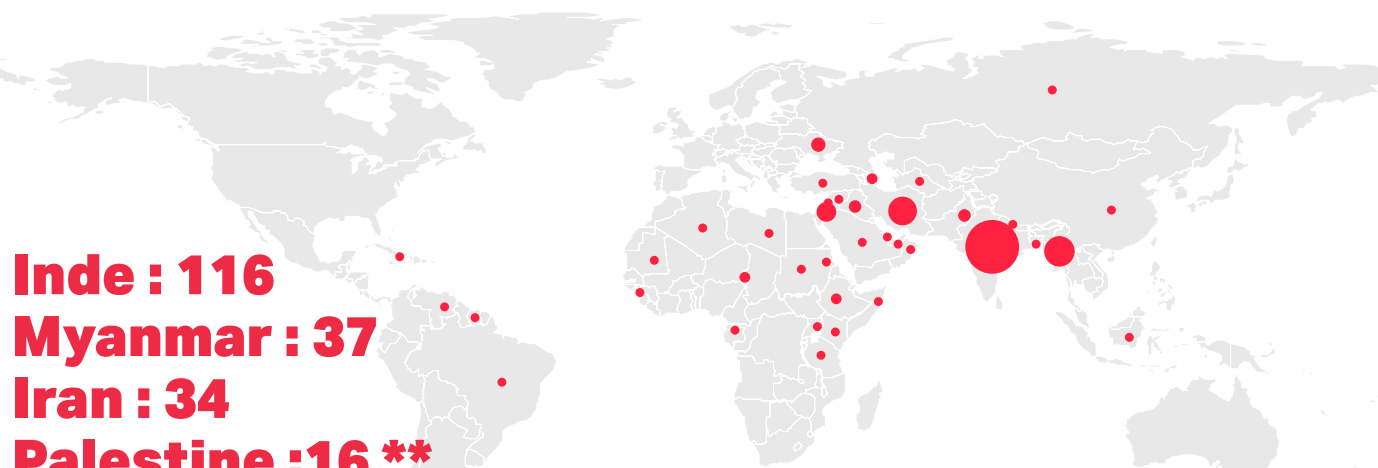
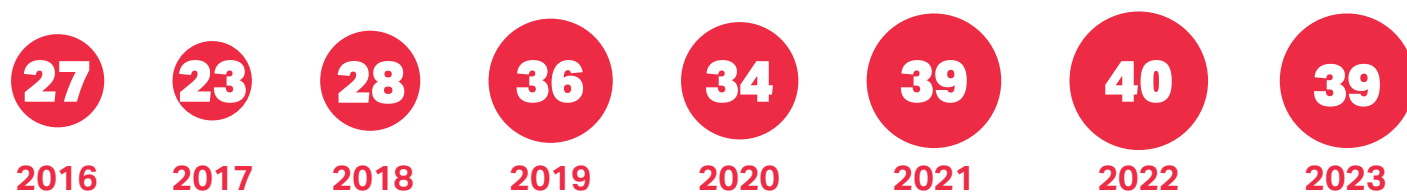
Coupures d'internet documentées par année *

■ Nombre total de coupures
■ Nombre total de coupures, sans compter l'Inde



* Ces chiffres reflètent les dernières données disponibles au moment de la publication du présent rapport et comprennent des mises à jour des totaux publiés précédemment pour les années précédentes.

Nombre de pays où des coupures ont eu lieu



Inde : 116

Myanmar : 37

Iran : 34

Palestine : 16 **

Ukraine : 8 **

Pakistan : 7

Irak : 6

Azerbaïdjan : 5

Éthiopie : 4

Sénégal : 4

Bangladesh : 3

Russie : 3

Jordanie : 3

Libye : 3

Chine : 2

Guinée : 2

Mauritanie : 2

Oman : 2

Tanzanie : 2

Turkménistan : 2

Soudan : 2

Syrie : 2

Türkiye : 2

Algérie : 1

Brésil : 1

Cuba : 1

Gabon : 1

Indonésie : 1

Kenya : 1

Liban : 1

Mozambique : 1

Népal : 1

Qatar : 1

Arabie Saoudite : 1

Somaliland : 1

Suriname : 1

Émirats arabes unis : 1

Ouganda : 1

Venezuela : 1

** Des coupures ont été imposées par des parties extérieures en Palestine et en Ukraine.

Déclencheurs des coupures d'internet en 2023

 Conflits	 Manifestations	 Examens	 Élections
74 coupures dans 9 pays pendant les conflits actifs	63 coupures dans 15 pays pendant les manifestations	12 coupures dans 6 pays "pour prévenir la tricherie aux examens"	5 coupures dans 5 pays liées aux élections
2023: 74 	2023: 63 	2023: 12 	2023: 5 
2022: 36 	2022: 63 	2022: 8 	2022: 5 
2021: 19 	2021: 39 	2021: 11 	2021: 7 
2020: 15 	2020: 16 	2020: 8 	2020: 10 
2019: 52 	2019: 65 	2019: 8 	2019: 12 
2018: 2 	2018: 45 	2018: 11 	2018: 12 
2017: 3 	2017: 37 	2017: 7 	2017: 6 
2016: 3 	2016: 27 	2016: 6 	2016: 5 

Un nouveau déclencheur a émergé en 2023



Les catastrophes naturelles

4 coupures dans **4** pays durant les catastrophes naturelles

Tendances en matière de coupure en 2023

1. De graves violations des droits de l'homme et violences continuent d'être dissimulées par les coupures.

51 coupures dans **11** pays coïncidant avec de graves violations des droits de l'homme documentées ***

Azerbaïdjan, Éthiopie, Iran, Jordanie, Mauritanie, Myanmar, Palestine, Russie, Somaliland, Soudan, Ukraine

*** Les graves violations des droits de l'homme comprennent les cas où il existe des preuves de violence, notamment de meurtre, des actes de torture, des viols ou des crimes de guerre apparents commis par des gouvernements, des militaires et des forces de police ou de sécurité.

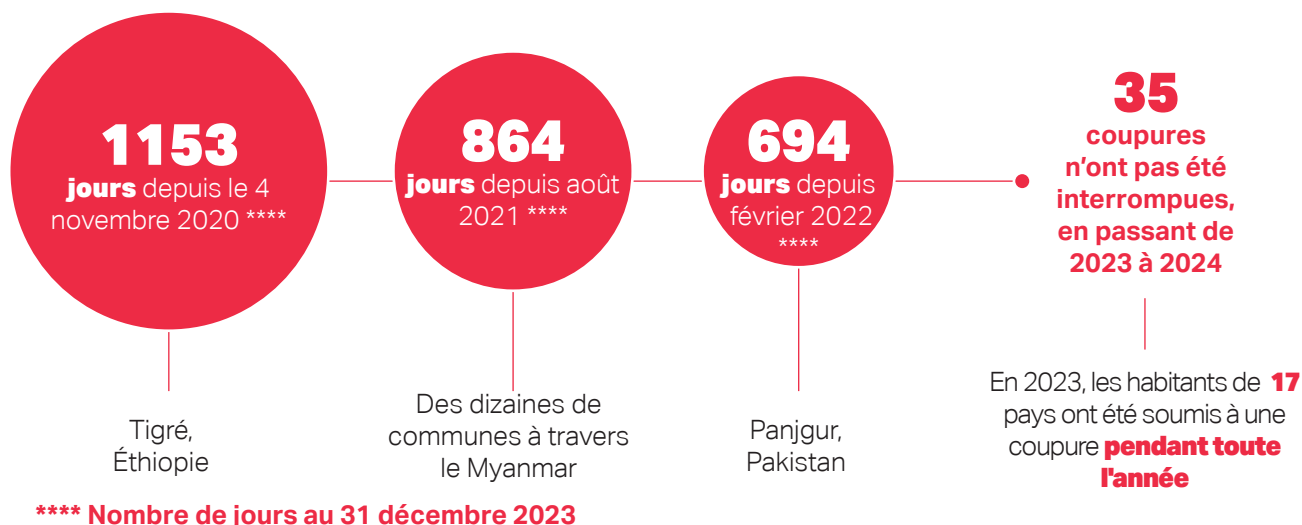
2. Les autorités doivent s'abstenir de normaliser les blocages de plateformes

53 blocages dans **25** pays en 2023, contre **39** blocages dans **29** pays en 2022.

Grindr is the second-most blocked messaging platform outside of India after Facebook, impacting people in **12** countries and targeting LGBTQ+ spaces

China, Indonesia, Iran, Jordan, Lebanon, Oman, Pakistan, Qatar, Saudi Arabia, Tanzania, Türkiye, United Arab Emirates

3. Les pires contrevenants sont bien établis et enhardis dans l'utilisation des coupures.



4. La portée géographique des coupures s'étend

En 2023, seulement **30.4%** de toutes les coupures se sont passées à l'échelle la plus petite (ne touchant qu'une seule ville, un seul comté ou un seul village), alors qu'en 2022, **46.8%** des coupures ont eu lieu à cette échelle.

80 coupures ont touché plusieurs régions ou des pays entiers, soit le plus grand nombre de coupures de ce type enregistré depuis 2016.

Depuis 2016

1458

coupures dans le monde entier

82

pays touchés

334

membres de la coalition #KeepItOn de **106** pays

Nouveaux contrevenants en 2023

Kenya *****

Mozambique

Népal

Suriname

***** Première coupure imposée par le gouvernement du Kenya ; les coupures précédentes en 2020 ont été imposées par une tierce partie.

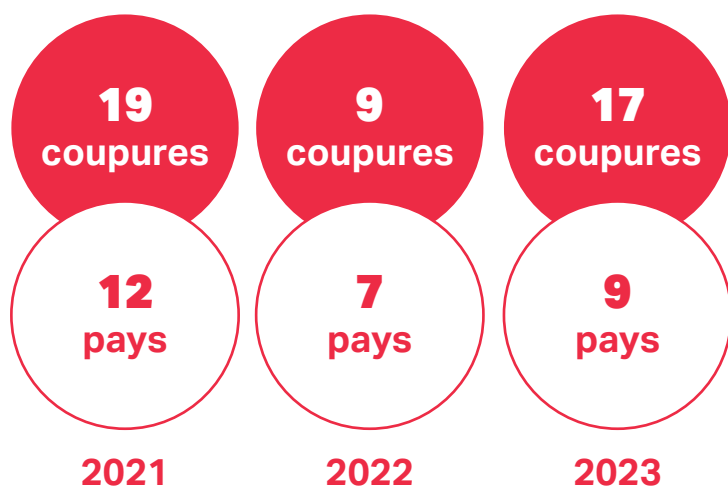
Liban

Qatar

Émirats arabes unis

Des pays qui ont bloqué des plateformes sur plusieurs années apparaissent pour la première fois dans la base de données STOP.

Aperçu régional de l'Afrique en 2023

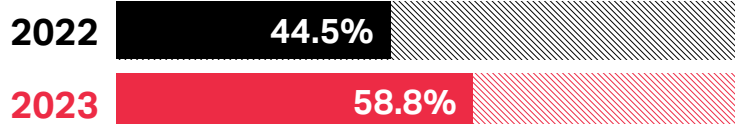


Éthiopie: 4
Sénégal: 4

Guinée: 2 Tanzanie: 2
Gabon: 1 Somaliland: 1 Ouganda: 1

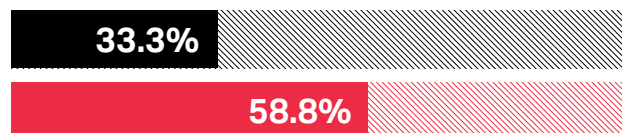
Les primo-contrevenants:

Kenya: 1
Mozambique: 1



des coupures sont liées à des manifestations

Sénégal : 4 Éthiopie : 2 Gabon : 1 Guinée : 1
Mozambique : 1 Somaliland : 1



58.8% des coupures ont visé des plateformes

Éthiopie : 2 Guinée : 2 Sénégal : 2 Tanzanie : 2
Kenya : 1 Ouganda : 1

En 2023, nous avons assisté à une résurgence des coupures d'internet en Afrique avec **17** incidents enregistrés dans **neuf** pays — près du double des **neuf** coupures dans **sept** pays en 2022, soit le record le plus faible pour la région après une tendance constante à la baisse depuis 2020. Ce pic en 2023 soulève de sérieuses inquiétudes quant à l'adoption continue des coupures comme une arme de contrôle dans la région.

Dans un contexte de dégradation générale des droits de l'homme en Afrique,¹ les gouvernements ont imposé des coupures lors de manifestations, d'élections, d'examens nationaux et de conflits.

L'objectif : **faire taire les dissidents et bloquer la libre circulation de l'information.**

Après que **sept** pays de la région ont imposé leur première coupure de l'internet en 2021, 2022 est un répit puisqu'aucun nouveau pays n'a été ajouté à la liste des contrevenants. Malheureusement, **deux** nouveaux pays responsables de coupure sont apparus en 2023 : le Mozambique a coupé les réseaux mobiles tout en réprimant violemment les manifestations autour des élections locales,² et le Kenya a bloqué Telegram pendant les examens nationaux,³ faisant marche arrière après avoir rejeté le blocage des plateformes pendant ses élections l'année précédente.⁴

¹ Freedom House (2024). *NEW REPORT: Africa Marks a Decade of Decline in Freedom, with 2023 Being Marred by Electoral Violence and Civil Conflict*. <https://freedomhouse.org/article/new-report-africa-marks-decade-decline-freedom-2023-being-marred-electoral-violence-and/>

² Club of Mozambique (2023). *CIP Mozambique Elections: Internet cut, counting starts*. <https://clubofmozambique.com/news/cip-mozambique-elections-internet-cut-counting-starts-246517/>

³ Access Now (2023). *Open letter: clarification on Telegram blocking in Kenya*. <https://www.accessnow.org/press-release/open-letter-clarification-on-telegram-blocking-in-kenya/>

⁴ Access Now (2023). *Warning: blocking online platforms in Kenya will spread election disinformation*. <https://www.accessnow.org/press-release/kenya-online-platforms-social-media-blocking-internet-shutdown-election/>

Malgré ces revers, il y a eu des développements positifs qui méritent d'être célébrés en 2023. Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC), du Nigeria et de la Sierra Leone ont pris et respecté l'engagement de maintenir l'accès à l'internet pendant toute la durée des élections - une question d'une grande importance compte tenu de l'impact dévastateur des coupures liées aux élections sur la démocratie.⁵

Nous avons également assisté à des développements encourageants dans la bataille juridique contre les coupures pendant les élections en Afrique. En 2023, la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a continué à développer sa jurisprudence contre les coupures d'internet en déclarant que les coupures de la Guinée pendant le référendum constitutionnel et les élections générales en 2020 étaient illégales.⁶

Coupures pendant les manifestations, troubles politiques et les périodes d'instabilité

La région a été durement touchée par des manifestations de grande ampleur face aux difficultés économiques, à la détérioration des principes démocratiques et à l'instabilité politique en 2023. En réponse à ces manifestations et à l'agitation politique, les autorités ont coupé l'internet à **dix** reprises, faisant des manifestations le principal élément déclencheur en Afrique pour la **troisième** année consécutive.

En proie à de nombreuses manifestations et à l'instabilité politique, les autorités **sénégalaises** ont

perturbé l'accès à internet ou bloqué des plateformes à **quatre** reprises. Après l'éruption des manifestations à Dakar et à Ziguinchor le 1er juin à la suite de l'arrestation du chef de l'opposition Ousmane Sonko, les autorités ont bloqué les plateformes de médias sociaux, notamment WhatsApp, Telegram, Instagram, X (anciennement Twitter) et YouTube.⁷ Trois jours plus tard, les autorités ont étendu la portée du blocage en incluant la coupure de l'internet mobile.⁸

Sonko a de nouveau été arrêté le 28 juillet 2023. Lorsque des manifestations ont à nouveau éclaté en réponse à ces événements, les autorités ont eu recours à la même tactique, coupant ainsi l'accès à l'internet mobile et bloquant TikTok.⁹ Bien que les autorités aient rétabli l'accès à l'internet mobile le 5 août, elles ont continué à bloquer TikTok sans explication jusqu'en février 2024.¹⁰

Le gouvernement sénégalais a tenté de justifier ces coupures en affirmant qu'elles étaient nécessaires pour empêcher la diffusion de "messages haineux et subversifs" et en imputant la responsabilité des émeutes aux plateformes numériques.¹¹ Le gouvernement avait déjà imposé des coupures pour étouffer les protestations après l'incarcération initiale de Sonko en 2021.¹² Ce schéma de coupures répétées pour faire taire les critiques du gouvernement, ainsi que les arrestations de journalistes et les pressions exercées par l'ancien président Macky Sall en faveur d'une nouvelle législation visant à renforcer le contrôle des plateformes de médias sociaux, sont des signes avant-coureurs d'une descente dans l'autoritarisme

⁵ Access Now (2023). *2023 elections and internet shutdowns watch*. <https://www.accessnow.org/campaign/2023-elections-and-internet-shutdowns-watch/>; Actu7 (2023). *Elections 2023: "On ne coupera pas la connexion internet le jour du vote"* (Peter Kazadi). <https://actu7.cd/2023/12/19/elections-2023-on-ne-coupera-pas-la-connexion-internet-le-jour-du-vote-peter-kazadi/>; Sahara Reporters (2023). *Nigerian Communications Commission Says No Network Shutdown During General Elections*. <https://saharareporters.com/2023/02/24/nigerian-communications-commission-says-no-network-shutdown-during-general-elections/>; Felicia Anthonio (@FelAnthonio). Publication sur X. 16h50. 29 juin 2023. <https://x.com/FelAnthonio/status/1674460297715757080>

⁶ Media Defence (2023). *ECOWAS Court condemns internet shutdown in Guinea*. <https://www.mediadefence.org/news/ecowas-court-condemns-internet-shutdown-in-guinea/>

⁷ Technext (2023). *Senegal limits social media access following protests over sentencing of opposition leader*. <https://technext24.com/2023/06/03/sonko-senegal-social-media/>

⁸ Reuters (2023). *Senegal government cuts mobile internet access amid deadly rioting*. <https://www.reuters.com/world/africa/senegal-government-cuts-mobile-internet-access-amid-deadly-rioting-2023-06-04/>

⁹ Reuters (2023). *Senegal blocks TikTok in widening clampdown on dissent*. <https://www.reuters.com/world/africa/senegal-suspends-tiktok-saying-it-was-threatening-stability-2023-08-02/>

¹⁰ Access Now (2023). *Stop the internet shutdowns: Senegal authorities must end censorship*. <https://www.accessnow.org/press-release/internet-shutdowns-senegal/>; Africanews (2023). *Le Sénégal maintient l'interdiction de TikTok*. <https://fr.africanews.com/2023/10/06/le-senegal-maintient-linterdiction-de-tiktok/>

¹¹ News24 (2023). *Senegal shuts down internet as riots erupt after opposition leader sentenced for sex crime*. <https://www.news24.com/news24/africa/news/senegal-shuts-down-internet-as-riots-erupt-after-opposition-leader-sentenced-for-sex-crime-20230602/>

¹² Bloomberg (2021). *Senegal Shuts Down TV Stations, Internet Disrupted Amid Protests*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-05/senegal-shuts-down-tv-stations-internet-disrupted-amid-protests/>

numérique.¹³ Avec une nouvelle administration qui prendra le relais après un cycle électoral mouvementé en février et mars 2024, nous espérons voir les autorités sénégalaises s'engager à laisser l'accès libre à l'internet.¹⁴

La situation de la liberté de la presse et des droits de l'homme en **Guinée** s'est considérablement détériorée depuis le renversement du gouvernement d'Alpha Condé par la junte militaire en 2021.¹⁵ En mai 2023, l'armée a répondu aux appels de la société civile à manifester contre la junte en restreignant l'accès à WhatsApp, Facebook, Facebook Messenger, Telegram, Snapchat et Instagram pendant plusieurs mois.¹⁶ Bien que l'armée ait nié sa responsabilité et attribué la coupure à des problèmes techniques avec le câble sous-marin qui relie la Guinée à l'internet,¹⁷ les preuves recueillies par l'Open Observatory of Network Interference (OONI) indiquent que le blocage a été mis en œuvre au moyen d'une interférence TLS (Sécurité de la Couche de Transport).¹⁸ La junte a ensuite procédé à une coupure des communications sur une échelle plus étendue en novembre, en brouillant les fréquences des stations de radio, en suspendant les chaînes de télévision et en bloquant les plateformes de médias sociaux,¹⁹ ne rétablissant l'accès que le 22 février 2024.²⁰

En **Éthiopie**, où les conflits continuent d'éclater et où certaines régions du Tigré ont été déconnectées pendant des années, les autorités continuent de couper l'accès à l'internet en réponse à des crises nationales. Le 4 février 2023, après qu'un groupe de responsables religieux a appelé à manifester, le gouvernement a bloqué l'accès aux plateformes de médias sociaux, notamment Facebook, TikTok et Telegram, et a maintenu ce blocage pendant plus de cinq mois.²¹ Les autorités éthiopiennes avaient déclaré les manifestations illégales et dissuadé le public d'y participer, prévenant qu'elles provoqueraient des troubles.²²

Enfin, en **Mauritanie**, les autorités ont bloqué l'accès à l'internet mobile le 6 mars 2023, immédiatement après l'évasion de quatre prisonniers d'une prison de Nouakchott, qualifiés de "terroristes" par le ministère de l'intérieur.²³ La population ne pouvait pas se connecter aux réseaux mobiles pendant que les autorités menaient des recherches dans tout le pays pour retrouver les prisonniers, mettant ainsi leur sécurité en danger.²⁴ Il s'agit de l'une des nombreuses coupures d'internet en réponse à des évasions de prison dans le monde en 2023 – le fait que les forces de l'ordre emploient cette tactique abusive comme une nouvelle arme dans leur arsenal est inquiétant.

¹³ The Africa Report (2021). *Senegal's president joins the chorus against Twitter and Facebook*.

<https://www.theafricareport.com/99491/senegals-president-joins-the-chorus-against-twitter-and-facebook/>;

Media Foundation for West Africa (2024). *Six journalistes arrêtés suite à une plainte pour diffamation déposée par un ministre*. <https://www.mfwa.org/fr/issues-in-focus/six-journalistes-arretes-suite-a-une-plainte-pour-diffamation-deposee-par-un-ministre/>

¹⁴ Al Jazeera (2024). *Senegal's top court confirms Bassirou Diomaye Faye's election victory*. <https://www.aljazeera.com/news/2024/3/29/senegals-top-court-confirms-bassirou-diomaye-fayes-election-victory/>

¹⁵ Reporters Without Borders (2023). *Unprecedented press freedom violations by Guinea military junta*. <https://rsf.org/en/unprecedented-press-freedom-violations-guinea-s-military-junta/>

¹⁶ Access Now (2023). *Arrêtez de couper l'internet en Guinée : les autorités doivent garder internet accessible pendant les manifestations*. <https://www.accessnow.org/press-release/arretez-de-couper-linternet-en-guinee-les-autorites-doivent-garder-internet-accessible-pendant-les-manifestations/>

¹⁷ Guineenews (2023). *Perturbation de la connexion internet en Guinée: quand Ousmane Gaoual fait le faux-fuyant*. <https://guineenews.org/perturbation-de-la-connexion-internet-en-guinee-quand-ousmane-gaoual-fait-le-faux-fuyant/>

¹⁸ Open Observatory of Network Interference (@OpenObservatory). X post. 10:18 am. May 22, 2023. <https://x.com/OpenObservatory/status/1660591036316499968>; see also Access Now (2022). *A taxonomy of internet shutdowns: the technologies behind network interference*. <https://www.accessnow.org/shutdown-taxonomy-report>

¹⁹ Media Foundation for West Africa (2023). *Guinée : Des ondes radio brouillées et les réseaux sociaux bloqués*. <https://www.mfwa.org/fr/issues-in-focus/guinee-des-ondes-radio-brouillees-et-les-reseaux-sociaux-bloques/>

²⁰ Open Observatory of Network Interference (@OpenObservatory). X post. 3:23 pm. February 23, 2024. <https://x.com/OpenObservatory/status/1761049064752177282/>

²¹ Access Now (2023). *Ethiopia authorities must stop blocking social media*. <https://www.accessnow.org/press-release/ethiopia-social-media-protest/>

²² Addis Standard (2023). *News: Joint Security, Intelligence Task Force cautions against unauthorized rallies, threatens to take actions as Orthodox Church Schism takes toll*. <https://addisstandard.com/news-joint-security-intelligence-task-force-cautions-against-unauthorized-rallies-threatens-to-take-action-calls-as-orthodox-church-schism-takes-toll/>

²³ Cloudflare Radar (@CloudflareRadar). X post. 8:19 am. March 6, 2023. <https://x.com/CloudflareRadar/status/1632747652608581633/>

²⁴ Reuters (2023). *Two guards killed in gunfire as four break out of jail*. <https://www.reuters.com/world/africa/two-guards-killed-gunfire-four-break-out-mauritania-jail-2023-03-06/>

Coupures pendant les élections

Après une année électorale relativement calme pour la région en 2022, Access Now a placé **11** pays africains qui avaient précédemment imposé des coupures d'internet sur la liste de surveillance des élections #KeepItOn 2023 - le Bénin, la RDC, l'Eswatini, le Gabon, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone et le Zimbabwe.²⁵

Parmi les pays figurant sur la liste de surveillance, seul le Gabon a imposé une coupure d'internet, mais comme nous l'avons noté, le Mozambique est devenu un contrevenant pour la première fois lors de ses élections locales. L'Ouganda a continué à bloquer Facebook, comme il le faisait depuis les élections de 2021, ce qui porte à **trois** le nombre total de coupures liées aux élections enregistrées en Afrique.

Le gouvernement d'Ali Bongo au **Gabon**, qui avait imposé des coupures lors des élections précédentes, a bloqué l'accès à Internet et imposé un couvre-feu nocturne après la coupure des bureaux de vote le 26 août, alors que des rapports faisaient état de suppression d'électeurs et d'irrégularités électorales dans divers centres de vote.²⁶ L'absence d'observateurs électoraux internationaux et la suspension des émissions étrangères avant les élections avaient déjà jeté le doute sur la transparence et l'équité de l'élection.²⁷ Sans surprise, le Centre électoral gabonais a déclaré Bongo vainqueur, ce qui aurait prolongé son mandat présidentiel pour un troisième mandat.²⁸ Cependant, les militaires ont mené un coup d'État, annulé les résultats de l'élection et rétabli immédiatement l'accès à l'internet, mettant fin à la coupure qui a duré trois jours.²⁹

Au **Mozambique**, les autorités ont réagi aux voix opposées lors des élections locales d'octobre en réprimant les membres de l'opposition, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme, notamment par des arrestations arbitraires et des fusillades.³⁰ L'annonce du résultat des élections a déclenché des manifestations de masse dans tout le pays contre la fraude électorale présumée,³¹ et c'est à ce moment-là que, pour la première fois dans nos archives, les autorités ont coupé l'accès à l'internet, le bloquant pendant environ trois heures sur fond de rapports de pannes d'électricité.³²

Ces perturbations constituent des atteintes déplorables à la démocratie. Mais comme nous l'avons souligné plus haut, la RDC, le Nigeria et la Sierra Leone, tous des anciens contrevenants, ont tous pris et respecté des engagements pour que les gens restent connectés pendant les élections.³³ Les pays africains ont ainsi montré la voie à suivre au niveau mondial parmi les anciens contrevenants en faisant preuve d'une volonté de réforme, un exemple positif pour les pays de la région et du monde entier. D'autres bonnes nouvelles sont venues s'ajouter en mars 2024, lorsque la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) a publié une résolution condamnant les coupures d'internet pendant les élections en Afrique, reconnaissant de manière cruciale l'importance de l'accès à l'internet pour la réalisation des droits de l'homme, et appelant les États à prendre des mesures pour permettre aux citoyens de rester connectés pendant les élections, notamment par le biais de la législation et d'autres interventions.³⁴

²⁵ *Supra* note 5. Access Now (2023).

²⁶ Reuters (2023). *Gabon cuts internet, imposes curfew amid election voting delays*. <https://www.reuters.com/world/africa/gabon-vote-president-bongo-seeks-extend-56-year-family-dynasty-2023-08-26/>

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Reuters (2023). *Gabon President Ali Bongo wins third term after disputed election*. <https://www.reuters.com/world/africa/gabon-president-ali-bongo-wins-third-term-after-disputed-election-2023-08-30/>

²⁹ Reporters Without Borders (2024). *Reacting to Gabonese army's post-coup statements, RSF issues ten recommendations for respecting press freedom*. <https://rsf.org/en/reacting-gabonese-army-s-post-coup-statements-rsf-issues-ten-recommendations-respecting-press/>

³⁰ Club of Mozambique (2023). *Mozambique: Shootings, arrests, internet and power outages taints vote counts, Sala da Paz says*. <https://clubofmozambique.com/news/mozambique-shootings-arrests-internet-and-power-outages-taint-vote-counts-sala-da-paz-says-246532/>

³¹ ISS Africa (2023). *Fraudulent municipal elections cripple democracy in Mozambique*. <https://issafrica.org/iss-today/fraudulent-municipal-elections-cripple-democracy-in-mozambique/>

³² allAfrica (2023). *Mozambique: Internet Shutdown as Polls Close*. <https://allafrica.com/stories/202310120129.html/>

³³ *Supra* note 5.

³⁴ African Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (2024). *Résolution sur les censures d'Internet et les élections en Afrique - CADHP.Res.580 (LXXVIII)2024* <https://achpr.au.int/index.php/fr/adopted-resolutions/580-censures-dinternet-elections-cadhpres580-lxxviii>

Pays qui ont connu des coupures d'internet liées aux élections en Afrique en 2023 ▼

Gabon

Mozambique

Ouganda

Des anciens contrevenants qui se sont engagés à s'engager à laisser l'accès libre à l'internet pendant les élections de 2023 ▼

RDC

Nigeria

Sierra Leone

// Coupures pendant un conflit : Éthiopie

L'utilisation des coupures par le gouvernement éthiopien est particulièrement préjudiciable en période de conflit. Malgré les protestations de l'opinion publique, les autorités persistent à maintenir la population dans l'ignorance la plus totale alors que sa vie est en jeu.

En avril 2023, après que l'armée éthiopienne a désarmé les forces spéciales d'Amhara et d'autres alliés régionaux, des manifestations et des violences ont éclaté à Gondar, Kobo, Sekota, Weldiya et dans d'autres villes de la région d'Amhara. Face à l'aggravation de la situation, les autorités fédérales ont bloqué l'accès à l'internet mobile dans toute la région d'Amhara, coupant ainsi des millions de personnes du reste du monde.³⁵ Lorsque les combats se sont intensifiés en août, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et a de nouveau bloqué l'accès

à l'internet, sur fond d'informations effrayantes faisant état d'une épuration ethnique.³⁶ Les autorités ont également arrêté des journalistes et bloqué l'accès à la presse dans le cadre d'une répression de la couverture du conflit en cours.³⁷

Le recours systématique de l'Éthiopie à la coupure d'Internet et à la censure des médias pendant le conflit rend extrêmement difficile l'accès aux informations vitales et à l'aide humanitaire, notamment aux soins de santé d'urgence, à l'eau, à la nourriture, aux abris et aux services de protection.³⁸ Ces perturbations rendent également difficile la vérification et la documentation de l'ampleur et de la portée des atrocités perpétrées par les parties belligérantes. La Commission éthiopienne des droits de l'Homme a signalé des cas d'exécutions extrajudiciaires, de violences sexuelles, d'agressions physiques

³⁵ The Guardian (2023). *Gun battles erupt in Ethiopia as PM axes Amhara region's security force*. <https://www.theguardian.com/global-development/2023/apr/12/gun-battles-erupt-in-ethiopia-as-pm-axes-amhara-regions-security-force/>

³⁶ The Guardian (2023). *Ethiopia declares a state of emergency in Amhara amid increasing violence*. <https://www.theguardian.com/global-development/2023/aug/04/ethiopia-declares-a-state-of-emergency-in-amhara-amid-increasing-violence/>; OHCHR (2023). *Comprehensive investigative findings and legal determinations*. International Commission of Human Rights Experts on Ethiopia. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/chreethiopia/a-hrc-54-crp-3.pdf>

³⁷ Addis Standard (2023). *News: CPJ urges authorities to release journalist detained without charge*. <https://addisstandard.com/news-cpj-urges-authorities-to-release-journalist-detained-without-charge/>

³⁸ See supra note 36.

de déplacements de la population et de destruction de biens civils par les forces de sécurité gouvernementales et les milices d'État, ainsi qu'une détérioration de la situation marquée par une intensification des atrocités, y compris une augmentation inquiétante des violences sexuelles et sexistes.³⁹ Après plus d'un an de combats au moment de la publication de ce rapport, le conflit et les attaques contre les civils continuent de s'intensifier.⁴⁰ Ces atrocités, qui peuvent être assimilées à des crimes de guerre, constituent une violation grave du droit international humanitaire.⁴¹

Même après la fin d'un conflit, les coupures d'internet exacerbent la douleur et la souffrance et empêchent de se remettre de la violence et de la dévastation. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le processus de paix engagé en novembre 2022, à la suite d'un conflit et d'une crise humanitaire qui ont duré des années dans le Tigré, n'a toujours pas abouti.⁴²

L'insécurité, la sécheresse, la famine et les perturbations de l'aide humanitaire persistent et continuent de nuire aux civils qui tentent de reconstruire leurs vies après la guerre.⁴³ Les attaques incessantes contre une infrastructure de télécommunications déjà fragile et la lenteur des progrès réalisés par les autorités pour la reconstruire ont laissé de nombreux habitants du Tigré complètement déconnectés, contraints de se déplacer en dehors de leur communauté pour accéder à une connexion, ou limités à un service extrêmement lent et peu fiable. Comme nous l'avons souligné, cela signifie qu'à la fin de l'année 2023, de nombreuses personnes avaient passé **1153 jours** déconnectées, alors qu'elles avaient le plus besoin d'aide.

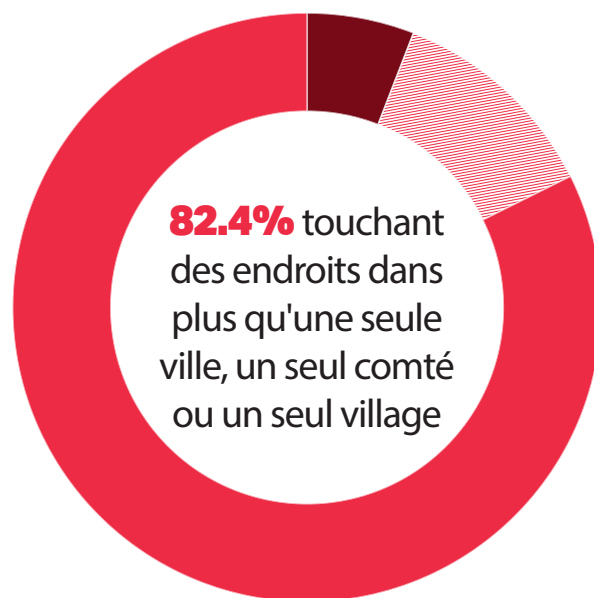
Coupures d'internet en Afrique en 2023 ▼



5.9% ne touchant qu'une seule ville, un seul comté ou un seul village



11.8% touchant plus qu'une seule ville, un seul comté ou un seul village



³⁹ Ethiopian Human Rights Commission (2023). *Amhara Region: Concerning human rights violations in the context of the armed conflict*. <https://ehrc.org/amhara-region-concerning-human-rights-violations-in-the-context-of-the-armed-conflict/>

⁴⁰ Foreign Policy (2024). *Ethiopia's Amhara Conflict Could Spark Civil War*. <https://foreignpolicy.com/2024/03/06/ethiopia-amhara-conflict-civil-war/>

⁴¹ Amnesty International (2024). *Éthiopie. Il faut mettre fin aux exécutions extrajudiciaires dans la région Amhara, et traduire les responsables présumés en justice*. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/02/ethiopia-end-extrajudicial-executions-in-amhara-region-bring-perpetrators-to-justice/>

⁴² Access Now (2022). *After years in the dark, Tigray is slowly coming back online*. <https://www.accessnow.org/tigray-shutdown-slowly-coming-back-online/>

⁴³ See AP News (2024). *Ethiopia's Tigray region is now peaceful, but extreme hunger afflicts its children*. <https://apnews.com/article/ethiopia-hunger-crisis-tigray-malnutrition-health-7e085f5bd2ac138a27fdc0ec544fb296/>

Platform blocks

Dans **10** des 17 coupures de la région, les autorités ont spécifiquement ciblé les plateformes de médias sociaux. Lors des manifestations en **Éthiopie** et au **Sénégal** et des élections en **Guinée**, les gouvernements ont bloqué l'accès à une série de plateformes de médias sociaux, dans le but de restreindre la circulation de l'information et de réprimer la dissidence. Au **Kenya**, les autorités ont bloqué l'accès à Telegram pour la première fois pendant les examens nationaux en novembre.⁴⁴ Bien que le gouvernement n'ait pas émis d'ordre formel public de coupure, le blocage aurait été imposé pour limiter la diffusion d'examens ayant fait l'objet d'une fuite.⁴⁵

Le blocage de Facebook par l'**Ouganda** à partir de l'élection de 2021 continue de porter gravement atteinte aux droits de l'Homme et au marché numérique.⁴⁶ Pourtant, même après les menaces juridiques de l'Urban Smart Traders Business Association Limited en octobre 2023, et une contestation actuelle devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est en 2021, le gouvernement n'a pas levé le blocage.⁴⁷

En janvier 2024, le ministre ougandais des TIC et de l'orientation nationale a déclaré que la Commission Ougandaise des Communications (UCC) était en pourparlers avec Facebook sur la manière de reprendre ses activités dans le pays après le blocage de trois ans, mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'issue de ces négociations est incertaine.⁴⁸

En **Tanzanie**, les autorités ont imposé des coupures de services pour la première fois depuis 2020, signalant une répression croissante des espaces numériques. En janvier, les autorités ont bloqué l'accès à Grindr, dans le cadre d'une campagne plus large visant à supprimer les droits des personnes et des communautés LGBTQ+.⁴⁹ En août, elles ont également bloqué Clubhouse, une application de réseau social basée sur le chat audio, sans fournir aucune explication.⁵⁰ Quelques mois plus tard, l'Autorité Tanzanienne de Réglementation des Communications (TCRA) a publié une directive restreignant l'utilisation des réseaux privés virtuels (VPN), qui sont des outils pouvant aider les personnes à rétablir l'accès aux plateformes bloquées.⁵¹

⁴⁴ Access Now (2023). *Telegram in Kenya: keep people connected during national exams*. <https://www.accessnow.org/press-release/telegram-kenya-connected-national-exams/>

⁴⁵ TechCabal (2023). *Telegram is disrupted in Kenya as internet authorities remain silent*. <https://techcabal.com/2023/11/21/telegram-offline-in-kenya/>

⁴⁶ Monitor (2022). *We'll reopen Facebook when they stop playing games – Museveni*. <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/we-ll-reopen-facebook-when-they-stop-playing-games-museveni-4064942>

⁴⁷ allAfrica (2023). *Uganda: Govt Given Two Week Ultimatum to Reopen Facebook or Face Legal Action*. <https://allafrica.com/stories/202310250583.html>; East African Court of Justice (2021). *Reference No. 12 of 2021 East African Law Society v. The Attorney General of the Republic of Uganda & The Secretary General of the East African Community*. <https://www.eacj.org/?cases=reference-no-12-of-2021-east-african-law-society-v-the-attorney-general-of-the-republic-of-uganda-the-secretary-general-of-the-east-african-community>

⁴⁸ New Vision (2024). *Govt, Facebook in talks to end three year blockade*. https://www.newvision.co.ug/category/news/govt-facebook-in-talks-to-end-three-year-bloc-NV_179442/

⁴⁹ OONI (2023). *Tanzania blocked Grindr*. <https://explorer.ooni.org/findings/203466718601/>

⁵⁰ OONI (2023). *Tanzania blocked Clubhouse*. <https://explorer.ooni.org/findings/185407756401/>

⁵¹ CIO Africa (2023). *Tanzania Imposes Ban On VPN Usage Without A Permit*. <https://cioafrica.co/tanzania-imposes-ban-on-vpn-usage-without-a-permit/>

#KeepItOn

DIMINUTION DE LA DEMOCRATIE, AUGMENTATION DE LA VIOLENCE

LES COUPURES D'INTERNET EN 2023



9/14/2021 Myanmar

8/26/2023 Gabon

Suriname

3/9/2023 Ukraine

2/26/2022 Russia

